

Article 21 du Règlement

mètres d'ici. Des centaines de milliers de Canadiens pour et contre l'avortement trouvent ces renseignements utiles. Ils sont certes plus nombreux que ceux qui veulent savoir combien de robinets on compte au Canada.

Il est difficile de ne pas conclure à un parti pris de la part des fonctionnaires de Statistique Canada, contre un débat éclairé sur l'avortement. Il faut revenir sur cette décision.

* * *

[Français]

LA LOI SUR LES BREVETS PHARMACEUTIQUES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic): Monsieur le Président, j'ai de bonnes raisons de croire que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre) s'apprête à fusionner la Loi sur les brevets pharmaceutiques dans un bill omnibus incluant les droits d'auteur.

Cette stratégie n'a qu'un seul but, soit de faire avaler les propositions gouvernementales sur les brevets pharmaceutiques en les diluant avec les réformes urgentes et essentielles des droits d'auteur.

Monsieur le Président, il est inconcevable que le ministre songe à mettre la santé des Canadiens au même niveau que les droits d'un livre de cuisine ou d'une scie mécanique.

C'est un gouvernement libéral qui, en 1969, a rendu l'industrie pharmaceutique plus concurrentielle en baissant les coûts des médicaments. Résultat: il en coûte moins cher aux Canadiens pour être en santé.

J'espère que le ministre ne prendra pas le chemin d'un bill omnibus pour faire avaler cette pilule aux Canadiens.

J'espère aussi que le ministre aura le courage de réviser sa loi pour qu'elle se rapproche des recommandations de la Commission Eastman. Je peux l'assurer que les Canadiens et les Canadiennes lui en seront reconnaissants.

Bonne santé, monsieur le ministre!

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LES BUTS DES COLLECTES DE FONDS

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, avant le 4 septembre 1984, le gouvernement libéral avait oublié une récompense politique. Cette récompense aurait dû être donnée à M^{me} Campagnolo.

Aujourd'hui, et c'est dans le journal *The Globe and Mail* de ce matin, cette dernière fait appel aux bailleurs de fonds libéraux pour lui ramasser 75 000\$, somme qui coûterait à toute fin pratique de 30 à 40 p. 100 du montant global à cause des impôts que ces libéraux économiseraient en faisant une contribution politique. Quelle arrogance, quelle indécence!

Cet été, le parti libéral avait manifesté une originalité douteuse en offrant à ses souscripteurs le remboursement de leur

contribution au parti, sur demande, s'ils n'étaient pas satisfaits en décembre 1986.

Le meilleur des sondages, monsieur le Président, c'est que le parti libéral ne peut même plus se financer. Les contribuables canadiens ne paieront pas l'hypothèque de M^{me} Campagnolo.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LES SOCIÉTÉS

LES TERMINAUX RIDLEY (C.-B.)—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'ai transmis au vérificateur général et à l'escouade des délits commerciaux de la GRC le détail des affaires financières des terminaux Ridley à Prince Rupert et de la Federal Commerce and Navigation.

Je demande aujourd'hui au gouvernement canadien de contribuer au règlement de cette affaire en remettant tous les livres et documents pertinents au vérificateur général et à la GRC.

Un marché conclu par les libéraux et repris par les conservateurs risque de faire perdre près de un milliard de dollars aux contribuables canadiens et au projet. Le vice-premier ministre (M. Mazankowski) est au courant du scandale et devrait faire preuve de son autorité habituelle en dévoilant toute la documentation fédérale et en protégeant les contribuables et l'entreprise Ridley de tout nouvel abus.

* * *

LES CATASTROPHES

LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LE NIVEAU ÉLEVÉ DES EAUX DES GRANDS LACS

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, lundi, le niveau élevé des eaux des Grands Lacs, conjugué à des vents violents, a occasionné des milliers de dollars de dommages à un hôtel de ma circonscription de Sarnia—Lambton. Il y a eu cinq pouces d'eau dans quarante-six chambres. De forts vents du nord-ouest soufflaient à nouveau hier, ce qui a aggravé la situation.

Je sais que le niveau élevé des eaux des Grands Lacs est attribuable à des causes naturelles et je suis reconnaissant au gouvernement d'examiner des solutions possibles. La Commission mixte internationale étudiée à nouveau la possibilité de faire baisser le niveau des eaux du lac Érié, abaissant du même coup celui des eaux du lac Huron, également élevé. J'exhorte le gouvernement à veiller à ce que l'étude du Plan 25N par la Commission soit complétée dans les meilleurs délais. Il est absolument essentiel d'explorer toutes les possibilités mais nous devons exploiter sans délai celles qui ont déjà été étudiées. Une intervention immédiate et une collaboration continue entre le Canada, les États-Unis et l'Ontario pourront contribuer à prévenir des désastres futurs.